Appel conjoint

des partenaires sociaux du secteur textile

(commissions paritaires 120 et 214)

L'industrie textile belge est soumise à une forte pression en raison de l'augmentation des coûts des salaires et de production, des coûts élevés de l'énergie, de la concurrence internationale, de la baisse de la demande de produits textiles et de l'absence d'un level playing field.

Par ailleurs, il est de plus en plus difficile de trouver de nouveaux travailleurs. Il est donc encore plus difficile de maintenir les niveaux de production et de faire face à la concurrence.

Les effets de cette crise se font déjà sentir. De plus en plus d'entreprises de l'industrie textile ont recours au chômage temporaire, doivent fermer leurs portes ou envisagent de s'installer dans des pays où les coûts de production sont moins élevés. La rentabilité est sous pression. Cette situation entraîne des pertes d'emplois, une insécurité des travailleurs et des troubles sociaux dans les régions où le secteur textile est historiquement implanté. La perte de revenus et de pouvoir d'achat des travailleurs et de leurs familles a un impact sur leur bien-être.

Les employeurs et les syndicats sont profondément préoccupés par l'avenir du secteur et de l'emploi. Il est donc indispensable d'assurer l'avenir de l'industrie textile. Cela signifie que les entreprises doivent être compétitives et continuer à s'engager en faveur de l'innovation et de l'investissement en Belgique afin de garantir la croissance et la prospérité. Nous demandons donc aux autorités fédérales et régionales de prendre des mesures ciblées.

1 **Une politique industrielle intégrée et durable pour le secteur textile**.

Une politique industrielle ambitieuse est nécessaire pour l'avenir du secteur textile et, par extension, de l'ensemble de l'industrie manufacturière. Elle doit se concentrer sur le renforcement de la compétitivité de nos entreprises manufacturières, l'augmentation de la productivité et le maintien et la création d'emplois de qualité. Dans ce cadre, il convient d'aligner les politiques à tous les niveaux. Cette politique industrielle est l'affaire des gouvernements, des entreprises et des syndicats, et doit être intégrée de manière cohérente aux différents niveaux (régional, fédéral, européen). Ces mesures mettent l'accent sur la durabilité et la neutralité climatique.

2 **Une politique énergétique tournée vers l'avenir.**

L'industrie textile est fortement touchée par l'augmentation des coûts de l'énergie. Veillez à des investissements dans un réseau d'infrastructures et un mix énergétique qui conduisent à une sécurité énergétique abordable et durable. Mettez en œuvre d'urgence la norme énergétique afin de préserver la compétitivité des grandes et des petites entreprises en

matière de coûts énergétiques. En outre, les tarifs des réseaux doivent également être compétitifs par rapport aux pays voisins. Et d'autres coûts politiques ne doivent pas être répercutés dans la facture énergétique.

3 **Une concurrence internationale loyale dans tous les domaines** (social, économique, fiscal, environnemental...).

Prenez des mesures pour créer un level playing field, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'Europe. Il s'agit notamment d'améliorer et de rendre plus efficaces les contrôles aux frontières extérieures et sur le marché de l'UE, afin de vérifier que les produits importés respectent les mêmes normes européennes que la propre production. Les accords de libre-échange conclus par l'UE doivent donner lieu à une situation gagnant-gagnant pour les deux parties à l'accord et garantir que les deux parties se battent davantage sur un pied d'égalité. A cette fin, chaque accord commercial doit inclure un chapitre substantiel et contraignant sur un commerce et un développement qui soient tous les deux durables. L'UE doit agir plus vigoureusement contre les pratiques commerciales déloyales telles que le dumping, en tenant compte des intérêts de notre industrie européenne. Il est important de renforcer les contrôles à l'importation pour s'assurer que les produits importés respectent effectivement toutes les réglementations européennes applicables. Dans ce contexte, il est également tenu compte du respect de la chaîne de valeur et de l'emploi local.

4 Conditions salariales et de travail compétitives.

Pour que l'industrie textile reste attrayante pour les travailleurs et les jeunes talents, il est essentiel que les entreprises soient et restent en mesure d'offrir des salaires et des conditions de travail compétitifs. Nous faisons pression pour que le coin salarial soit moins important, de sorte que le travailleur conserve un salaire net plus élevé et que l'employeur supporte des coûts salariaux bruts moins élevés afin d'améliorer la compétitivité de nos entreprises manufacturières. C'est la seule façon pour les entreprises de continuer à opérer en Belgique et de contribuer ainsi au financement de la sécurité sociale.

5 Protection du pouvoir d'achat.

Malgré l'indexation des salaires, le coût des carburants et de l'énergie peut peser lourdement sur le budget des ménages. Nous demandons que l'autorité élabore des mesures, mais sans augmenter davantage les coûts salariaux pour les employeurs. On peut penser à des compensations fiscales ou des mesures de soutien ciblées, en fonction du revenu. Il est également essentiel que les travailleurs conservent un revenu adéquat en cas de chômage temporaire. Les partenaires sociaux du secteur textile préconisent donc de recalculer les allocations de chômage temporaire à 65 % (au lieu de 60 %) du revenu plafonné et de supprimer la compensation imposée aux entreprises dans ce contexte.

6 R&I à valeur sociale.

Continuez à investir dans la recherche et l'innovation en mettant l'accent principalement sur des produits durables et à plus forte valeur ajoutée. Adoptez une approche globale de l'innovation qui associe la production industrielle locale à des emplois de qualité, à la transparence et à l'engagement. Ne perdez pas de vue les PME lors de l'élaboration d'une

politique d'innovation. Veillez à des procédures simples pour bénéficier de subventions et d'aides.

7 Transition vers un secteur textile circulaire.

La poursuite de la mise en place de chaînes de valeur circulaires et de plans de transition qui s'engagent en faveur de produits, d'entreprises et d'emplois durables est l'un des principaux éléments. La gestion consciente des déchets et la réutilisation des produits deviendront une exigence essentielle et un avantage concurrentiel pour le secteur. A cet effet, il est essentiel que la législation et la réglementation soient suffisamment ciblées et permettent de reconnaître effectivement les "déchets" comme une nouvelle matière première. L'utilisation des déchets comme nouvelle matière première doit faire l'objet d'un business case.

8 Investissez dans une société de la connaissance.

Misez sur l'apprentissage tout au long de la vie ainsi que sur le développement et l'amélioration de compétences futures. Cela garantit un emploi à tous les travailleurs et contribue à la compétitivité des entreprises. En outre, cela permet de soutenir les travailleurs qui pourraient être affectés négativement par la transition. L'apprentissage tout au long de la vie fait déjà partie intégrante du dialogue social sectoriel, notamment par le biais des centres de formation Cobot et Cefret. Les partenaires sociaux sectoriels appellent donc à maintenir le soutien à cette politique sectorielle de formation (p. ex. les conventions sectorielles). Nous demandons des investissements ciblés dans des systèmes de formation technique et en alternance, où les jeunes et les demandeurs d'emploi sont directement familiarisés avec les dernières techniques et méthodes innovantes de l'industrie textile.

9 Afflux de jeunes et enseignement.

L'avenir de l'industrie textile dépend fortement de l'arrivée de jeunes travailleurs motivés. Pour que le secteur puisse continuer à se développer et à se moderniser, nous demandons que l'on mette davantage l'accent sur la formation dans le domaine du textile et sur la coopération avec les écoles et les établissements d'enseignement technique. Sous la direction des centres de formation sectoriels, des actions s'inscrivant dans le lien enseignement-industrie sont menées en permanence, souvent en soutien à des initiatives régionales (cf. conventions sectorielles et mesures fédérales). Ces initiatives visent à convaincre les jeunes et les demandeurs d'emploi des opportunités et des possibilités offertes par notre secteur. Encourager les parcours professionnels peut contribuer à réduire le fossé entre l'enseignement et le marché du travail.

10 Mobilité et accessibilité au marché du travail.

La mobilité joue un rôle crucial dans le maintien de l'emploi dans l'industrie textile, en particulier dans les régions où les centres de production sont souvent difficiles d'accès. Nous préconisons des mesures ciblées pour améliorer la mobilité des travailleurs, à la fois en termes de transports publics et en encourageant les moyens de transport durables. Dans ce contexte, des services de garde d'enfants largement accessibles sont également une nécessité sociale.

11 Une autorité offensive.

L'autorité doit encourager l'esprit d'entreprise. A cette fin, il doit créer les conditions préalables et un cadre réglementaire afin de pouvoir investir dans des projets durables en bénéficiant d'un soutien sociétal. Les entreprises ont besoin d'un cadre réglementaire clair, cohérent et stable et d'une politique de permis efficace, rapide et durable. Les marchés publics doivent également être accessibles aux PME et viser à promouvoir l'industrie locale durable. L'autorité est proactive et s'engage à respecter les *feuilles de route* et les directives sectorielles (p. ex. par le biais d'un observatoire de la *transition équitable*).

Nous appelons les autorités à travailler en collaboration avec les partenaires sociaux sur une politique d'avenir pour l'industrie textile. Cela doit viser à renforcer la productivité et la compétitivité, à maintenir l'emploi et à favoriser l'innovation et la durabilité.

L'industrie textile reste un pilier important de l'industrie manufacturière belge et de notre prospérité sociétale. La survie de ce secteur n'a pas seulement une importance économique, mais aussi une importance sociale pour les travailleurs et leurs familles.

Grâce à une approche intégrée qui soutient à la fois le court terme et développe une stratégie à long terme, nous pouvons travailler ensemble pour assurer l'avenir du secteur.

Pour Fedustria,

Karla Basselier, CEO
Yves Cammaert, Manager Affaires Sociales

Pour la CSC-METEA,

Lieve De Preter, Présidente

Pour la Centrale Générale FGTB,

Annelies Deman, Secrétaire Fédérale

Pour la CGSLB,

Bjorn De Kerpel,
Responsable Sectoriel